

CHANGEMENTS TECHNIQUES ET OPTIONS DE DEVELOPPEMENT RURAL EN ECONOMIE DE PLANTATION

Quel devenir pour les agricultures caribéennes ?

G. ROCHETEAU
ORSTOM

Sommaire :

Cet article aborde l'étude de certains facteurs d'ordre socio-économique influençant le choix des techniques agricoles utilisées ou jugées d'application souhaitable, dans un système économique donné, ici le Système de la Plantation, qui continue à prévaloir comme principe fondamental d'organisation économique des sociétés caribéennes.

Les économies caribéennes sont entrées, depuis la fin du 19e siècle, dans un état de crise permanent (débouchés, coûts de production). On a partout enregistré un effort de rénovation de l'économie de Plantation par la modernisation de son agriculture : l'introduction des changements techniques les plus massifs est mise au service de la conservation des structures d'organisation sociale spécifiques du système de la Plantation. Le devenir du secteur de la petite paysannerie apparaît strictement dépendant des stratégies de la Plantation qui ont exclu, dans tous les cas, de la faire participer au processus de modernisation.

Les résultats négatifs de cette politique ont suscité un certain nombre de contre-propositions en provenance de la Planification et de la Recherche. Celles-ci ont au moins un objectif commun : la subversion de l'économie de Plantation par l'insertion des petits producteurs ruraux dans le circuit économique. En revanche, on constate que les solutions techniques proposées en vue de la promotion de cette catégorie d'agriculteurs sont variables, voire inconciliables. L'explication de ces différences d'approche est à rechercher dans des divergences très importantes dans le diagnostic des situations de départ, à la fois en ce qui concerne le fonctionnement de l'économie de Plantation et en ce qui concerne la nature et le degré d'efficacité des systèmes de production traditionnels.

Summary :

TECHNICAL CHANGE AND RURAL DEVELOPMENT OPTIONS IN PLANTATION ECONOMY. FUTURE OF THE WEST INDIAN AGRICULTURE.

This article deals with the study of certain socio-economic factors influencing on the choice of agricultural techniques which are or should be applied in a given economic system, the plantation economy still existing in the West Indies.

Since the end of last century, the economies of the West Indies have known a permanent crisis of outlets and production costs. A certain effort has been made in the field of modernization of the plantation system with the introduction of technical changes in order to preserve the specific social structures. The future of the small-scale sector depends on the strategy of the Plantation which has already excluded it from the modernization process.

The negative results of this policy have given rise to a certain number of counter-propositions from planification and research authorities with one common object : to overthrow the plantation economy by inserting small-scale producers. The technical solutions to promote this category of farmers are however sometimes unreconcilable. These different approaches can be explained by the important disagreement in the analysis of the initial situations both of the functioning of the plantation economy and the nature and degree of efficiency of traditional production systems.

Charles Wagley a identifié et fait reconnaître sous le terme d'Amérique des Plantations, l'existence d'une aire culturelle contiguë et homogène, incluant le Nord-Est du Brésil, les Guyanes, la Région Caribéenne proprement dite et une partie du Sud des Etats-Unis. Les Noirs d'ori-

gine africaine, dont la présence dérive de l'installation des grandes Plantations, y sont majoritaires. Les principales caractéristiques communes en seraient «la monoculture agricole selon le système de la Plantation, une stratification sociale rigide, la multiracialité, une faible cohésion

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 21968, ex 1

Cpte : B

sociale, l'existence d'un petit paysannat produisant simultanément pour l'autoconsommation et la vente, enfin, la prévalence d'une organisation familiale de type matrifocal». (Wagley, 1957).

Au delà des divergences évidentes, selon le lieu, dans les niveaux économiques, cette unité culturelle et structurelle s'explique par la persistance d'un principe commun d'organisation : le Système de la Plantation. Les mécanismes de l'économie de Plantation esclavagiste, qui en est le point de départ, et les lignes d'évolution ayant conduit aux situations actuelles ont été maintes fois décrits (entre autres, cf. L. Best, 1971) :

1. L'économie de plantation est une économie dépendante, dont les centres de décision se situent dans une Métropole avec laquelle s'établissent des relations que l'on peut sommairement qualifier de mercantilistes : la Colonie se situe dans une sphère d'influence de la Métropole ; il s'établit une division du travail entre celle-ci et le territoire périphérique qui limite ce dernier à la production primaire et aux transformations élémentaires.

2. La Plantation est le principe d'organisation interne du territoire d'exploitation. Les titres de propriété sont distribués par la Couronne à ses Affidés, associés ou non à des compagnies commerciales ou des planteurs locaux. Seul secteur économique, la Plantation produit une unique culture d'exportation (canne à sucre dans le cas le plus fréquent), elle importe sa main-d'œuvre, ses équipements, ses biens de consommation. C'est une institution «totale», fermée, auto-suffisante.

Dans son âge d'or (18e siècle), qui correspond à un excès de la demande métropolitaine sur l'offre de produit et à l'abondance de main-d'œuvre servile, l'économie de Plantation a secrété des bénéfices considérables. Le déclin s'amorce dans le courant du 19e siècle.

- En premier lieu, il se produit un changement dans les économies métropolitaines. Les capitaux se déplacent du commerce vers la production et «la structure exclusiviste établie pour protéger la rentabilité de l'économie mercantiliste est perçue comme un obstacle à l'expansion future par les intérêts industriels montants». Le conflit d'intérêt entre producteurs métropolitains et planteurs coloniaux culmine avec l'apparition et l'expansion de la betterave sucrière en Europe.

- En deuxième lieu, on assiste à la raréfaction puis à la disparition de la main-d'œuvre servile, suite aux décrêts d'abolition.

Prise dans l'étau de la réduction des débouchés et des prix de vente à l'exportation d'une part, l'augmentation du coût de rémunération et les difficultés de mobilisation de la main-d'œuvre d'autre part, l'économie de Plantation entre dans un état de crise permanent.

En outre, elle doit désormais donner une place à une masse de travailleurs ruraux dont l'expansion démographique ne peut plus être contrôlée et qui s'organise pour la revendication.

Comment a-t-on tenté de sortir de cette crise ?

Dans les faits, on a partout enregistré un effort de rénovation de l'économie de Plantation par la modernisation de son agriculture : l'introduction des changements techniques les plus massifs est mise au service de la conservation des structures d'organisation sociale les plus rétrogrades.

La persistance de la crise et des déséquilibres socio-économiques qui l'accompagnent ont conduit la Planification et la Recherche à proposer, parfois à mettre en œuvre, un certain nombre de solutions alternatives, dont l'objectif commun, au delà de divergences importantes dans les fins et les moyens, est de viser à la subversion de l'économie de Plantation par l'insertion des petits producteurs ruraux dans le circuit économique.

première option :

LA RENOVATION DE L'ECONOMIE DE PLANTATION PAR LA MODERNISATION DE SON AGRICULTURE

La solution à la crise des activités sucrières a été recherchée dans une réduction drastique des coûts de production avec l'introduction de techniques «labor-saving», et dans des améliorations de productivité «capital-intensive». Les économies de main-d'œuvre sont obtenues par la mécanisation du travail des champs. L'amélioration des rendements agricoles est atteinte par l'utilisation de variétés améliorées et la fertilisation par engrais chimiques - qui se substituent au fumier animal dans la mesure où le bétail n'est plus utilisé pour le trait ou le transport. Il est également procédé à la modernisation de l'équipement industriel et à une rationalisation de la gestion comportant la recherche d'économies d'échelle et l'intégration des activités agricoles et industrielles.

La modernisation de la culture de la canne s'est ainsi accompagnée de changements socio-économiques très importants : expulsion de main-d'œuvre agricole, remplacée par les machines ; élimination de la classe des planteurs individuels qui ne peuvent financer les reconversions techniques nécessaires ; enfin, concentration foncière et prise de contrôle de l'outil industriel et agricole par les Grandes

Compagnies agro-industrielles métropolitaines, les seules à s'être avérées capables d'introduire les innovations techniques et de renégocier avec les Gouvernements Centraux de nouvelles conditions de prix et des mesures de protection sur les marchés européens.

Dans ce nouveau schéma, la Plantation tend à redevenir le seul secteur de l'économie ; elle fonctionne toujours comme une institution «totale», fermée, auto-suffisante ; le pouvoir de décision économique est fermement recentré dans les Métropoles : le mercantilisme dans les échanges extérieurs est confirmé. On assiste bien à une rénovation des structures et mécanismes fondamentaux de l'économie de Plantation. Néanmoins, le processus ainsi engagé, n'arrivera jamais à achèvement complet : les Grandes Compagnies agro-industrielles n'atteindront plus la maîtrise totale et permanente des marchés et leurs implantations caribéennes ne réussiront jamais, à l'instar de ce qui sera obtenu en Australie ou à Hawaï, à rentabiliser la mécanisation des ultimes opérations culturelles (la coupe de la canne en particulier). C'est cette situation qui explique le maintien, voire la progression assez paradoxaux en pre-

mière appréciation, d'une catégorie de petits agriculteurs de la canne : moyennant un engagement de livraison à l'usine centrale de la totalité des quantités produites et la signature d'un contrat d'engagement saisonnier sur les champs de canne, le grand planteur concède en métayage (ou vend) à certains de ses travailleurs agricoles des lots de terrains à vocation cannière généralement situés dans les emplacements les moins fertiles ou les plus accidentés. Le métayer ou le petit planteur indépendant, dont les possibilités de repli sont à peu près nulles, y trouve la garantie d'un double revenu (agricole et salarial). Les avantages pour le Planteur sont évidents : rente foncière ; possibilité de répercuter sur les petits planteurs les effets (baisse des cours ou difficultés d'écoulement) des crises conjoncturelles ; constitution d'une réserve de main-d'œuvre qui doit toujours être disponible mais est uniquement recrutée en fonction des besoins du moment. Le Planteur n'est nullement incité à faire profiter les petits producteurs des innovations introduites sur les terres d'usines ; en période de haute conjoncture on élargit le domaine des terres d'usine en mettant un terme aux contrats de métayage ou en rachetant les lots. L'augmentation des rémunérations salariales garantit le recrutement d'ouvriers agricoles.

On ne doit pas s'étonner qu'avec la recrudescence générale de la crise des activités sucrières depuis une dizaine d'années, on ait assisté à une augmentation importante du nombre des petits planteurs de cannes.

Les usiniers-planteurs, qui ont admis la permanence de la crise, recourent aujourd'hui à la médiation des Gouvernements qui, sous l'appellation de Réforme Foncière, rachètent au prix fort les terres d'usine marginales et les rétrocèdent, dans des conditions favorables, à des candidats agriculteurs, malheureusement trop souvent sélectionnés chez leurs fonctionnaires ou leurs affidés politiques. On assiste insensiblement à une nouvelle et ultime substitution d'acteurs économiques «à la base» : une catégorie de petits fonctionnaires-agriculteurs, doublement subventionnés, succède à la catégorie des petits

planteurs-ouvriers de la canne, doublement exploités.

Les difficultés de la canne à sucre ont évidemment, dès les premiers temps, incité les Planteurs à étendre les autres cultures tropicales de rente : café, cacao, tabac, coton, agrumes, épices, bananes. Ces spéculations qui correspondent bien aux méthodes et objectifs d'une agriculture familiale ont attiré nombre de petits planteurs.

On peut faire ici les *constatations* suivantes :

1. Les Grands Planteurs ont, partout et toujours, tenté d'obtenir la maîtrise des circuits internes et externes de commercialisation des produits. La banane caribéenne est, à peu près totalement, entre les mains des multinationales de l'agro-alimentaire. Il semble bien que, pendant longtemps, la recherche des bénéfices commerciaux ait été préférée à celle des profits de production.

2. Les contrats de travail et les tractations foncières entre grands et petits planteurs y ont partout reproduit les méthodes et les schémas d'évolution observés dans le secteur de la canne (C.Y. Shepard, 1947).

3. Les menaces qui pèsent sur les débouchés des produits tropicaux antillais dans le cadre d'une remise en question des préférences impériales (Substitution de la CEE aux marchés nationaux, concurrences ACP, voire au delà), ont aujourd'hui conduit les planteurs, beaucoup plus tardivement que pour la canne, à moins attendre des activités commerciales et à introduire des conditions de rentabilité et compétitivité dans le secteur de la production. Le phénomène le plus marquant est ici la modernisation de la culture de la banane par l'introduction de techniques hautement capitalistiques (très hauts rendements mais pour des coûts à l'hectare très élevés).

Les petits planteurs qui sont des producteurs concurrents sur des marchés stagnants, voire en recul, doivent être éliminés : le contrôle du marché et des circuits d'écoulement des produits facilite évidemment la réalisation de cet objectif, déjà à peu près totalement réussi aux Antilles Françaises, en voie de réalisation en Jamaïque.

deuxième option :

LA SUBVERSION DE L'ECONOMIE DE PLANTATION PAR L'INSERTION DES PETITS PRODUCTEURS RURAUX DANS LE CIRCUIT ECONOMIQUE

Les résultats du mouvement, précédemment décrit, de modernisation de l'agriculture de Plantation présentent plusieurs aspects négatifs : marginalisation de la petite agriculture et expulsion de travailleurs ruraux du circuit économique avec l'émigration pour seule issue ; maintien de la monoculture d'exportation ; déficit permanent de la balance commerciale avec importations massives de produits de consommation de base ; persistance, voire exagération des inégalités sociales dans la répartition des revenus et la distribution des pouvoirs économiques. Les maléfices du Système de la Plantation n'ont pas été éliminés et la capacité de l'économie de Plantation à maintenir les niveaux économiques paraît durablement compromise : il est urgent et nécessaire de modifier, voire de faire muter le système économique.

Les propositions ou interventions de changement actuellement enregistrées dans ce sens, ont en commun de donner une priorité à l'insertion des petits producteurs et

travailleurs ruraux dans le circuit économique. Nous identifions deux grands courants.

A. Une vraie **réforme foncière**, avec installation sur les terres de Plantation de la masse des petits planteurs et travailleurs ruraux, est la condition préalable impérative du développement. Le problème de fonds, au plan des orientations techniques à privilégier, concerne l'**alternative grande ou petite exploitation agricole**.

La tendance dans le secteur sucrier est au maintien de la grande Unité de production. La réforme foncière prend la forme d'une nationalisation des complexes agro-industriels.

Nombre d'auteurs estiment cependant que dans tous les secteurs, y compris la canne à sucre, un petit paysannat modernisé pourrait atteindre une efficacité économique équivalente à celle de la grande Unité, en y ajoutant des «bénéfices» sociaux importants, en particulier dans le

domaine de l'emploi et de la répartition des revenus, celle-ci ayant elle-même des conséquences positives sur la nature de la demande interne et la formation du capital.

L'argumentation la plus courante (Beckford, 1972) est la suivante :

a) La modernisation de la grande Plantation entraîne l'abandon des terres marginales : elle s'accompagne ainsi toujours d'une sous-utilisation globale des sols dans un territoire donné. La petite exploitation en revanche réalise une occupation complète des sols : les rendements agricoles sont en moyenne plus faibles mais la production globale est plus élevée.

b) La justification de la grande Unité par les avantages découlant de la réalisation d'économies d'échelle est controuvée. Ce qu'elle permet, c'est l'utilisation de techniques capitalistiques, c'est-à-dire les économies de main-d'œuvre. Or celles-ci constituent un défi à l'efficacité dans des économies où la main-d'œuvre est constamment excédentaire.

c) Surtout, l'inefficacité relative de la petite exploitation par rapport à la grande (mesurée en termes de rendements agricoles comparés) ne provient pas d'une infériorité structurelle - en soi et définitive - mais de ce que la grande Plantation monopolise l'essentiel des ressources économiques disponibles : terre, main-d'œuvre, capital, crédit, connaissances scientifiques et techniques.

Néanmoins, les expériences de morcellement de Plantations, même lorsqu'elles ont été réalisées dans des conditions favorables pour les accédants (F. Lerin, 1977), conduisent à s'interroger sur la nature des changements techniques devant accompagner ce type particulier de colonisation agricole. Une petite Plantation familiale ne peut fonctionner comme une grande Plantation capitaliste en miniature : ni les méthodes permises ni les objectifs poursuivis ne peuvent totalement coïncider. De même, un regroupement coopératif de petits Planteurs ne peut, du point de vue de l'opportunité d'utilisation des équipements, être comparé à une grande exploitation capitaliste : les gains de temps procurés par l'utilisation des machines n'ont pas les mêmes implications ou conséquences dans l'un ou l'autre cas (Lewis, 1951).

La recherche agronomique antillaise a depuis longtemps compris que la promotion du petit planteur nécessitait la mise au point de systèmes de production spécifiques et, par définition, inédits. Il semble qu'il y ait un accord général sur les avantages à attendre d'une agriculture familiale à temps plein, pratiquant une polyculture associant agriculture et élevage d'une part, plantes marchandes et vivrières d'autre part (O.T. Faulkner, 1943), (A.L. Jolly, 1956), (J. Servant et D. Picard, 1980).

B. Il faut réserver à la petite exploitation agricole une place spécifique dans le circuit économique : le service du marché intérieur.

L'accord sur l'objectif recouvre d'importantes divergences de diagnostic concernant les situations de départ, donc les méthodes de développement.

Trois points de vue coexistent :

1. L'agriculture vivrière traditionnelle est une agriculture rétrograde peu productive. Elle ne peut, pour cette raison, ni dégager des surplus vivriers réguliers et consistants, ni adapter ses productions à l'évolution de la

demande alimentaire en milieu urbain. Il faut donc admettre l'étape nécessaire d'interventions de développement visant à la substitution de systèmes de production «modernes» aux systèmes de production «traditionnels».

Le «Crown Land Development Project» de Trinidad, devait créer un milieu entièrement nouveau et une petite et moyenne agriculture familiale entièrement planifiée, incluant la détermination des dimensions optimales des exploitations, l'organisation du marché, la fourniture du crédit et de l'assistance technique ainsi que toutes les garanties foncières. Les résultats sont, dans l'ensemble, très décevants, mais le paysannat paraît avoir réagi «rationnellement et efficacement» lorsque la mise à disposition des facteurs de production (qualité des terrains attribués, crédit pour achat d'inputs, etc.) et les débouchés se sont avérés favorables : c'est donc le Planificateur et l'administration du développement qui doivent être principalement tenus pour responsables des échecs (J. Pollard 1980).

La leçon de l'expérience est qu'il faut passer à une vulgarisation «rapprochée» permettant d'adapter les techniques nouvelles aux contraintes paysannes, d'en mieux faire comprendre l'intérêt et de garantir aux agriculteurs l'accès régulier aux ressources et aux débouchés (B. Floyd 1979).

2. Le comportement des petits producteurs ruraux, caractérisé par une faible propension à répondre aux incitations du marché et le rejet des innovations techniques, ne s'explique ni par une psychologie conservatrice ni par l'insuffisante flexibilité des systèmes de production traditionnels. Il constitue une réaction logique, sinon toujours parfaitement rationnelle, des paysans à leur environnement géographique, social, économique, compte tenu de la position qui est la leur dans le système de Plantation.

La sous-exploitation des terres cultivables, constatée dans l'Île de Saint-Vincent, s'expliquerait ainsi par la démographie, l'écologie, l'économie et le système des valeurs qui prévaut dans la Société traditionnelle et s'impose à ses membres (H. Rubenstein 1957) : le travail agricole n'est pas conçu comme une alternative à l'émigration mais, tout à l'inverse, comme le moyen d'en financer le coût. L'investissement à long terme en agriculture est, dans ce contexte, exclu. Ultérieurement, un objectif prioritaire des émigrés est d'acheter un terrain rural dans leur pays d'origine : compte tenu de l'inflation des prix du foncier, c'est la meilleure forme d'épargne possible et la garantie d'une réinsertion réussie. Ces terres sont louées ou données en gardiennage à des parents ou amis demeurés au pays et l'on constate qu'elles sont exploitées de manière moins intensive que les terres en faire-valoir direct. Enfin, les agriculteurs résidents sont âgés, et il apparaît qu'ils ne donnent généralement pas la priorité à l'agriculture dans l'utilisation de leur épargne et leur temps de travail. Or dans l'état du marché du travail et des biens, ce comportement doit être tenu pour rationnel.

Le petit paysan jamaïcain est ouvert à tous les changements susceptibles d'améliorer ses conditions de vie. Mais ses réactions aux innovations techniques ne peuvent être comprises que si on les replace dans une stratégie générale d'adaptation à l'environnement (avec en particulier une appréciation des risques) et à l'incertitude liée au contexte (D.T. Edwards, 1972).

Les enquêtes montrent que les paysans individuels, en raison du niveau toujours réduit de leurs ressources, ne

sont même pas en mesure de mettre en œuvre des pratiques culturales qui leur sont familières et dont l'efficacité est incontestable. On comprend, dès lors, qu'ils rejettent des innovations d'un type nouveau dont l'efficacité est incertaine et dont l'introduction comporte des risques supplémentaires. En revanche, lorsque les paysans obtiennent la certitude que les innovations sont payantes et sûres, l'emprunt technique est immédiat et le passage des innovations ne nécessite nullement la mise en place d'un quelconque appareil de vulgarisation : le dynamisme technique des maraîchers d'Aranjuez à Trinidad est, de ce dernier point de vue, très significatif (A. MacMillan, 1970).

3. Étudiés avec précision et objectivité, les systèmes de production caractéristiques de la petite exploitation agricole caribéenne s'avèrent remarquablement efficaces.

Y compris dans les régions où la densité de population ne constitue pas, ou ne constitue plus (Kimber, 1966) le facteur déterminant des comportements de production, l'agriculture traditionnelle manifeste une tendance à la pleine et intégrale utilisation des sols. Toutes les parties de l'espace agricole sont utilisées ou reçoivent une fonction, qui peut, au demeurant, être sociale autant qu'économique. Dans le même sens, les différenciations du milieu (localisation, nature des sols, exposition des emplacements, micro-climats, etc.) sont systématiquement mises au service d'une agriculture « autonome et économe ». La production pour l'autoconsommation concerne la nourriture mais aussi les fibres textiles, les plantes médicinales, les matériaux de construction. Cette diversité dans les objectifs, permise par la polyculture et la pratique des associations de cultures, vit d'un renouvellement permanent des espèces et variétés cultivées. Le maintien de la fertilité des sols y est une préoccupation constante et un motif important dans le choix des pratiques culturales (association agriculture-élevage, rotations, gestions du parc arboré etc.). Le travail humain est le facteur principal de production et toutes les ressources en sont mobilisées : travail des femmes, des hommes, des enfants ; travail individuel, travail coopératif ; travail salarié, travail ayant sa source dans l'entraide. Enfin, la tenure foncière, lorsqu'elle échappe à un juridisme imposé de l'extérieur, met le moyen de production à la disposition des producteurs (Innis, 1961).

Les connaissances ainsi accumulées dans les domaines des plantes et variétés cultivables, les pratiques culturales intensives, l'aménagement de l'espace rural, la parade des risques agricoles, ont rendu possibles les réajustements des techniques de production et fait de ces systèmes techniques de remarquables instruments d'adaptation aux contraintes de l'environnement chez des populations rurales ayant à affronter une progression démographique rapide et les hautes densités (Centre de Madian-Salagnac, 1980) : l'amélioration de tels systèmes agraires passe nécessairement par l'examen des dynamismes d'évolution du système de production en vue de l'identification des points de rupture des équilibres agro-économiques : l'agriculture scientifique peut ici tenter d'imaginer et de transférer ses solutions.

Néanmoins, d'une manière générale, la philosophie des interventions serait non pas d'imposer aux cultivateurs locaux des recettes techniques inédites et soi-disant améliorées, mais bien plutôt d'ouvrir le champ de leurs préoccupations et de leur aptitude à interroger leur propre situation et leur propre environnement, de manière à accroître l'éventail des choix techniques à leur disposition, en vue d'une utilisation plus étendue et plus intensive des ressources du milieu. Il ne fait aucun doute que ce type de projet exige la mise en œuvre d'une pédagogie renouvelée du développement (Mathieu, 1981).

Nous concluons par quelques réflexions à caractère méthodologique.

1. Ainsi que le montrent, par exemple, à la fois le mouvement de modernisation de l'agriculture de Plantation et les évolutions techniques constatées en milieu paysan, le passage des innovations est très rapidement accepté lorsque celles-ci sont mises (volontairement ou involontairement, il n'importe) au service d'un objectif de Reproduction sociale. L'étude de la diffusion des innovations exige que l'on s'interroge sur les conséquences et implications des transferts de technologie sur les modalités de captation et de répartition des surplus économiques dans la société réceptrice (au niveau de la société rurale directement concernée et au niveau de la société globale indirectement modifiée). A contrario il faudrait se demander dans quelle mesure certains rejets d'innovations proviennent de ce que les catégories dominantes anticipent une mise en péril de certaines de leurs prérogatives. Enfin, il faudrait également voir dans quelle mesure et surtout par quelles voies, la production ou la sélection des innovations à transférer sont ou non influencées et avec quelle efficacité, par les catégories dominantes des sociétés à transformer.

2. Les systèmes de production agricoles sont donc des rapports sociaux mais ce sont aussi des systèmes techniques. Or, il apparaît que la production et le passage des innovations, avant de se plier aux déterminismes sociaux, doivent suivre la voie tracée par les déterminismes techniques. La règle principale dans ce domaine, totalement démontrée (1) est que l'emprunt technique spontané se produit dans un milieu technique donné lorsque les conditions de production de l'innovation sont les plus près d'y être réunies. Les effets respectifs des contraintes techniques et des contraintes socio-économiques agissant dans la diffusion des innovations doivent donc être dans chaque cas soumis à la réflexion, hiérarchisés, et relativisés avec rigueur.

3. L'étude du Système de la Plantation fait apparaître avec une particulière acuité, les liens d'interdépendance étroits entre micro-développement à la base, et macro-développement des ensembles sociaux. Tracer un devenir pour l'agriculture des Plantations, c'est tracer un devenir pour la petite agriculture familiale. Tracer un devenir pour la petite exploitation agricole caribéenne sans s'interroger sur la trajectoire simultanée du Système de la Plantation ne peut que conduire à d'importantes erreurs de pronostic.

1. A. LEROI-GOURHAN. - Evolution et techniques (I. L'homme et la matière. II. Milieu et techniques). Ed. Albin Michel, Paris 1943.

On doit, très certainement, tenir compte de l'intégration plus ou moins poussée du Système, et envisager des rythmes d'évolution différents pour chacun de ses éléments. Néanmoins, à l'inverse d'une idée couramment acceptée, le

développement de la petite exploitation agricole et celui de la grande unité de production en économie de Plantation ne peuvent être scientifiquement traités comme deux séries de problèmes distincts, susceptibles de recevoir des solutions indépendantes.

BIBLIOGRAPHIE

BECKFORD G. 1972. - Persistent poverty. Underdevelopment in plantations economies of the Third World, Oxford University Press, London.

BECKFORD G. 1972. - Aspects of the present conflict between the plantation and the peasantry in the West Indies. *Caribbean Quarterly* 1972, 18 (1), pp. 47-58.

BERLEANT-SCHILLER 1978. - The failure of agricultural development in post-emancipation Barbuda. *Boletín des Estudios latino-americanos del Caribe*, Amsterdam, 1978, n° 25, pp. 21-36.

BEST L. 1971. - Un modèle d'économie pure de plantation. *Les Cahiers du CERAG*, Fort-de-France, 3e trimestre 1971, 75 p.

Centre de Madian-Salagnac, Haïti 1980. - Fonctionnement des systèmes de culture et valorisation du milieu. Publications du Centre, Institut Français d'Haïti, oct. 1978.

Centre de Madian-Salagnac, Haïti 1980. - Espace rural et société agraire en transformation. *Recherches Haïtiennes*, n° 2, déc. 1980.

EDWARDS D. 1961. - An economic study of small farming in Jamaica. ISER, University College of the West Indies, Jamaica.

EDWARDS D. 1972. - The development of small-scale farming : two cases from the Commonwealth Caribbean. *Caribbean Quarterly*, 1972, t. 18, n° 1, pp. 59-71.

FAULKNER O.T. 1943. - Mixed farming. The basis of a system for West Indian peasants. *Tropical Agriculture*, 1943, Vol. XX, n° 7, pp. 136-142.

FLOYD B. 1970. - Agricultural innovation in Jamaica : The Yallahs Valley Land Authority. *Economic Geography* 1970, n° 46, pp. 63-77.

FLOYD B. 1979. - Small farmer perceptions in the Caribbean. *Pacific Viewpoint*, 20 (1), 1979, pp. 53-68.

INNIS D. Q 1961. - The efficiency of Jamaican peasant land use. *Canadian Geographer*, 1961 n° 2, pp. 19-23.

JOLLY A.L. 1956. - Readings in small scale farming. *Memoirs of the Imperial College of Tropical Agriculture* (Trinidad). Economic series 3.

KIMBER Cl. 1966. - Dooryards gardens of Martinique. *Yearbook of the Association of Pacific Coast Geographers*, 1966, t. 28, pp. 97-118.

LERIN F. 1977. - La réforme foncière aux Antilles Françaises. *Revue Tiers-Monde*, tome XVIII, n° 72, oct.-déc. 1977, pp. 833-847.

LEWIS A. 1951. - Issues in Land development policy. *Caribbean Economic Review*, t. 3, 1951, pp. 58-92.

MACMILLAN A. 1970. - Aranjuez. A case study in rural development. *Journal of administration overseas*, 1970, t. 9, n° 2, pp. 84-95.

MATHIEU Ph. 1981. - Les «STAJ PERSONAJ». Contact direct à la base, Séminaire ENDA - Caraïbe, Sainte-Lucie, juin 1981, 9 p.

PAQUETTE R. 1978. - La petite exploitation agricole en Martinique. *Environnement Africain. Cahiers de l'ENDA (Dakar)*, 1978, n° Hors Série, L'environnement Caraïbe.

POLLARD H.J. 1980. - Planned animal husbandry schemes in Trinidad. The expectations and the experience. *Economic Geography*, 1980, Vol. 56, n° 1 pp. 18-29.

RUBENSTEIN H. 1975. - The utilization of arable land in an eastern Caribbean Valley. *Canadian Journal of Sociology*, 1975, 1 (2), pp. 155-167.

SERVANT J., PICARD D. 1980. - *Études préliminaires de l'évolution du système canne-élevage en Guadeloupe*. Colloque INRA-ICA sur les systèmes de production Agricoles, INRA-CRAAG Guadeloupe, 1980.

Varii Auctores 1968. - Agricultural development and planning in the Caribbean. *Social an Economic Studies* (ISER-UWI Jamaica), Vol. 17, n° 3, sept. 1968.